

Barrage de Highfield, Services d'ingénierie relatifs à la conception finale et à la réfection
Appel d'offres 01R11-150205/A
Questions posées au cours de la période de l'appel d'offres et réponses

- 1) Existe-il une formule de calcul du taux d'indexation à appliquer pour établir le prix des travaux à effectuer après le 31 mars 2016, ou est-ce que l'indexation des prix devrait être prévue au budget ou omise?

Réponse : Il n'existe aucune disposition à l'égard de l'indexation des prix. Les soumissionnaires sont tenus de proposer des frais fixes pour les services demandés qui sont énoncés aux parties 1 et 2 de l'annexe C – Formulaire de proposition de prix.

- 2) Le point 3.5.3.2.5.1 à la page 29 précise qu'« au cours de la phase de construction », il faut « fournir toutes les installations sur le chantier, des installations sanitaires et des dispositions relatives à la gestion de la sécurité à l'intention du personnel du génie résident du consultant ». Ces installations sont habituellement fournies par l'entrepreneur principal sur le chantier. Veuillez confirmer que ces installations peuvent être fournies dans le cadre de la portée des travaux de l'entrepreneur principal et supprimées de la demande de propositions (DP).

Réponse : Le mandat sera modifié de sorte qu'AAC fournira de telles installations sur le chantier, sauf en ce qui a trait à l'entreposage des dispositifs d'essai (comme le matériel d'essai du béton ou le matériel de densité nucléaire) qui demeureront la responsabilité de l'expert-conseil.

- 3) Les études géotechniques soulignées dans le mandat comprennent de manière explicite les zones d'emprunt et de rebuts potentielles; le rapport d'avant-projet indique qu'il serait avantageux de confirmer les conditions géotechniques et d'évaluer le potentiel d'extinction de la roche le long de l'alignement de la conduite de l'ouvrage de vidange à faible niveau du côté est. Le potentiel d'extinction devrait-il faire partie des études géotechniques?

Réponse : Le volet de l'étude géotechnique de la DP est axé sur la confirmation de la présence de zones d'emprunt et de rebuts appropriés et n'aborde pas les questions relatives aux fondations. AAC estime que toutes les études géotechniques nécessaires pour confirmer les hypothèses formulées dans le rapport d'avant-projet devraient être définies dans le cadre des activités de conception finale. La modification du 19 février renferme d'autres détails sur les données géotechniques existantes. Ces données devraient donner une indication du nombre d'évaluations de la fondation à effectuer.

- 4) Les soumissionnaires devraient-ils inclure des études géotechniques de la route RM dans leurs prévisions?

Réponse : Si une étude géotechnique devait être réalisée pour confirmer les hypothèses formulées au cours de l'avant-projet quant à la conception de la remontée de la route RM, elle devrait alors faire partie des services de conception finale pour ce dossier de conception.

- 5) Lors de la rencontre sur le site, des discussions ont eu lieu sur la disponibilité des matériaux d'emprunt suffisants et adéquats sur les terres appartenant à AAC. Est-ce qu'AAC peut confirmer que si les quantités de matériaux d'emprunt sur les terres lui appartenant sont

insuffisantes, tous les efforts nécessaires pour obtenir des matériaux à l'extérieur de ces terres seront considérés comme étant un changement de portée?

Réponse : L'étude sur les sources d'emprunt devrait se limiter aux terres appartenant à AAC et comprendre au moins 5 trous/trou d'exploitation. L'emplacement des trous devrait reposer sur un examen de toute la documentation disponible. L'expert-conseil sera responsable de l'emplacement de tous les services publics.

- 6) Existe-t-il des exigences juridiques relatives à l'arpentage (exigences relatives aux arpenteurs de la Saskatchewan ou des terres du Canada)?

Réponse : L'expert-conseil ne sera pas tenu d'effectuer un levé officiel, mais il devra **déterminer** toutes les exigences à cet égard.

- 7) Cette proposition ne doit pas compter plus de 30 pages. L'annexe A sur le format d'identification des membres de l'équipe ne permet pas de présenter des curriculum vitae qui sont habituellement versés au dossier. Pouvons-nous présenter des curriculum vitae dans une annexe distincte qui ne sera pas imputée au compte des 30 pages?

Réponse : Non. Toutes les pages soumises font partie du nombre maximal de pages autorisées, à l'exception des renseignements visés par la section EPEP 2.2.

- 8) Pouvons-nous présenter notre barème de tarifs standard accompagné de l'annexe C, plutôt que du formulaire où il faut dresser la liste des employés et de leur poste? Le personnel évolue constamment, surtout lorsque certaines tâches ne sont pas nécessaires pendant un an.

Réponse : Selon la condition générale CG 3.8, l'expert-conseil doit fournir l'adresse des membres du personnel lorsque son personnel affecté à l'origine à un marché particulier change. <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R/R1220D/3>

- 9) Est-ce que les profils de projet peuvent être inclus dans une annexe distincte et ne pas faire partie des 30 pages autorisées?

Réponse : Non. Le nombre maximal de 30 pages s'entend de toutes les pages de la proposition soumise, à l'exception des documents indiqués à la section EPEP 2.2.

- 10) Le mandat est détaillé en ce qui a trait aux produits à livrer, aux tâches et aux jalons. La DP semble exiger que nous régurgitions une grande partie de ces renseignements dans les sections où il est fait mention de l'« information qui doit être fournie ». Est-ce que des points seront retirés si nous ne régurgitons pas ces renseignements, mais que nous faisons référence au mandat?

Réponse : Les propositions seront évaluées conformément à la section Exigences de présentation et évaluation des propositions (EPEP 3).

- 11) EPEP, section 2.2 Présentation des propositions. Cette disposition indique que la proposition soumise ne doit pas compter plus de 30 pages (à l'exception des documents indiqués). Est-ce que cela comprend les renseignements qui figurent aux annexes de la proposition, comme les curriculum vitae personnels, les sommaires de projet connexes, les calendriers, les certificats

d'autorisation, etc., ou est-ce que ce nombre maximal de pages ne s'applique qu'au texte principal de la proposition?

Réponse : Toutes les pages soumises font partie du nombre maximal de pages autorisées, à l'exception des renseignements visés par la section EPEP 2.2

- 12) Référence : Document du mandat, section 1.4 Calendrier. En ce qui concerne la date hypothétique fixée pour le début des travaux, soit le 5 mars 2015, s'agit-il d'une date prévue d'octroi du marché pour l'expert-conseil?

Réponse : Non – le calendrier fera l'objet de rajustements en rapport avec la date d'octroi du marché actuelle.

- 13) Est-ce qu'AAC acceptera un retard dans les produits à livrer (jour par jour) s'il y a un délai dans l'octroi du marché?

Réponse : Oui – le calendrier fera l'objet de rajustements en rapport avec la date d'octroi du marché actuelle.

- 14) Section 2.2.3 Produits à livrer. De combien de temps AAC a-t-il besoin pour examiner les documents (l'énoncé de conception, les documents de construction terminés à 66 %, etc.)?

Réponse : Conformément au point 2.9.4.1 (Examens techniques et fonctionnels) – l'expert-conseil doit planifier un délai d'exécution de deux (2) semaines pour l'examen/les commentaires d'AAC.

- 15) Est-ce qu'AAC est prêt à sauter une des soumissions (documents de construction terminés à 66 % ou à 99 %) afin de respecter le calendrier?

Réponse : Non.

- 16) Section 2.4 Étude géotechnique. Est-ce qu'AAC peut mieux définir la portée de l'étude géotechnique en ce qui concerne les zones à étudier ou le nombre de forages d'essai requis?

Réponse : AAC exige au moins cinq (5) forages d'essai.

- 17) Est-ce qu'AAC est disposé à classer ce point comme étant un « coût remboursable » étant donné que sa portée dépend essentiellement des résultats des premiers forages d'essai?

Réponse : Tous les coûts proposés pour l'étude géotechnique devraient figurer à l'annexe C – Formulaire de proposition de prix.

- 18) Est-ce qu'AAC dispose de plans ou de cartes électroniques que peut utiliser l'expert-conseil pour marquer les emplacements des trous de sonde (une fois effectués) pour le rapport géotechnique?

Réponse : Passez en revue la modification publiée le 19 février 2015 qui fournit des renseignements sur les trous d'essai existants.

- 19) Est-ce qu'AAC est disposé à établir le prix des négociations avec les propriétaires fonciers en fonction du temps et des matériaux, parce que ce que cela est également très difficile à estimer comme un montant forfaitaire? Ne serait-il pas plus logique pour AAC de négocier directement

les forages d'essai sur les terres des propriétaires fonciers étant donné qu'il a signé directement un contrat avec eux relatif à l'utilisation des zones d'emprunt et de rebuts?

Réponse : AAC a fourni tous les renseignements géotechniques existants et a désormais limité l'étude de la zone d'emprunt aux terres appartenant au Canada.

- 20) Est-ce que les coûts des essais géotechniques en laboratoire seront couverts au titre des allocations R.S. 2.7 et R.S. 3.3 (40 000 \$ et 50 000 \$, respectivement) pour les « essais de matériaux en laboratoire »?

Réponse : Non, ces coûts sont associés aux essais pendant la construction. Passez en revue la section 2.4.2 Portée et activités – Étude géotechnique qui souligne les exigences minimales des essais dans le cadre de l'étude géotechnique. Ces essais en laboratoire feront partie de l'annexe C, R.S. 2.4.

- 21) Section 2.5 Services d'appel d'offres. AAC a-t-il l'intention d'utiliser un document d'appels d'offres de construction pour la construction de 2015 et un document d'appels d'offres de construction pour la construction de 2016?

Réponse : Non. Comme il est souligné dans le mandat, le but est de fournir des dossiers d'appels d'offres individuels pour chaque volet conceptuel. Chaque dossier d'appels d'offres sera annoncé individuellement.